

Déclaration liminaire CGT au CSA-FS du 04 avril 2024.

Monsieur le Président,

Le 19 mars , à l'appel de toutes les organisations syndicales, les agents des trois versants de la Fonction publique se sont mobilisés dans plus de 130 manifestations et rassemblements. Ils étaient plus de 100 000 à être descendus dans les rues sur tout le territoire.

Ensemble, les personnels ont dit leur refus de voir leur pouvoir d'achat encore se dégrader par une année 2024 sans aucune augmentation générale. Ensemble, les personnels ont affirmé leur refus de rémunérations « au mérite », porte ouverte à tous les clientélismes, à l'aggravation des discriminations faites aux femmes, et à l'accroissement des primes ne comptant pas pour la retraite. Ensemble, les personnels ont réclamé les moyens nécessaires pour accomplir leurs missions de service public dans de bonnes conditions, pour les usagers comme pour eux-mêmes, ce qui s'oppose aux coupes budgétaires dans les crédits socialement utiles que le gouvernement met en œuvre pour 2024 et prévoit pour 2025.

En effet, le gouvernement annule 10 milliards d'euros de crédits sur la loi de Finances pour 2024 sur le dos des services publics et de la Sécurité Sociale, et annonce 20 milliards d'économie pour l'année prochaine. Quant au ministre de la Fonction Publique, il envisage d'en finir avec les statuts des fonctionnaires, persiste sur la généralisation des primes au mérite pour en finir avec les augmentations liées à l'ancienneté, comme le préconise le rapport PENY-SIMONPOLI sur les perspectives salariales de la Fonction publique, et continue de dire à la presse que 2024 sera une année blanche pour nos rémunérations !

Mais si on répète aux fonctionnaires qu'ils vont devoir continuer encore à se serrer la ceinture, malgré une baisse de leur pouvoir d'achat d'environ 30 % depuis une vingtaine d'années, l'austérité ne se fera pas dans tous les domaines. Rappelons que la loi de programmation militaire 2024 – 2030 prévoit 413 milliards d'euros de dépenses militaires, soit une augmentation de 40 %.

Rappelons que le premier poste des dépenses publiques annuelles (environ 30 % des dépenses budgétaires, c'est-à-dire près de 160 milliards d'euros en 2019) est constitué « d'aides publiques » aux entreprises mal fléchées, non conditionnées et dont l'efficacité, notamment en matière de lutte contre le chômage, reste à prouver selon les rapports de la cour des comptes.

Rappelons que la fraude et l'évasion fiscales sont estimées à plus de 80 milliards d'euros par an.

Pendant ce temps-là, certains fonctionnaires et contractuels plongent dans la précarité...

Le gouvernement doit entendre la colère des personnels et rompre avec ses politiques d'austérité.

S'il persiste dans ses orientations néfastes et son refus de négocier, les mobilisations devront se poursuivre, se renforcer et s'inscrire dans la durée.

Concernant notre réunion du jour, nous voici à nouveau convoqués au sein de la formation spécialisée du comité social d'administration (CSA), instance qui est née des cendres du CHS-CT, dont la CGT continuera à revendiquer le retour, tant les droits qui y étaient attachés ont permis de faire progresser les conditions de travail au sein de la DGFIP et de manière globale dans le monde du travail.

Nous devons collectivement travailler à améliorer de façon significative les conditions de travail des collègues. C'est toujours la ligne directrice des représentants CGT au sein du CSA-FS de la Disi Nord.